

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2021 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 betreffende de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst, waarbij de diensten van het directoraat-generaal Waalse Overheidsdienst Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie geïntegreerd worden in de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal en in de Overheidsdienst Financiën;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 betreffende het tussenoverlegcomité en de basisoverlegcomités van de diensten van de Waalse Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 7 februari 2019 en 11 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt het woord "acht" vervangen door het woord "zeven";

2° het tweede lid, met inbegrip van de nummering van de basisoverlegcomités, wordt vervangen door wat volgt:
"Ze dragen nummers I tot VII en worden verdeeld als volgt:

I. "Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal";

II. Directoraat-generaal "Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur";

III. Directoraat-generaal "Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

IV. Directoraat-generaal "Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie";

V. Directoraat-generaal "Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie";

VI. Directoraat-generaal "Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Vorming en Onderzoek";

VII. Directoraat-generaal "Waalse Overheidsdienst Financiën".

Art. 2. In artikel 2, tweede lid van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2019, wordt het cijfer "IV" vervangen door het cijfer "III".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33070]

2 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne en vue notamment de les adapter à la modification du cadre organique du Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 octobre 1989 allouant une allocation forfaitaire au Président et au Président suppléant de la Chambre de Recours départementale du Ministère de la Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 octroyant une allocation de connaissance des langues nationales aux agents et aux membres du personnel contractuel de la fonction publique régionale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant le statut des commissaires d'arrondissement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2013 portant règlement des fonctions de concierge au sein du Service public de Wallonie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant règlement de l'épreuve de fonction visée à l'article 114 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'École d'administration publique et des services en charge de la formation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 11 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2020 ;

Vu le protocole de négociation n° 787 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 26 mars 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours adressée au Conseil d'État le 4 juin 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu le rapport du 3 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Sur proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

Article 1^{er}. Dans l'article 10, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, le paragraphe 5, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Au Secrétariat général, les attributions du directeur général prévues par le présent arrêté sont exercées par le secrétaire général à l'exclusion des directeurs généraux du Secrétariat général. ».

Art. 2. A l'article 11, § 2^{bis}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, les mots « au secrétaire général et aux directeurs généraux » sont remplacés par les mots « aux comités de direction » ;

2° dans l'alinéa 5, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « extérieure au Secrétariat général » sont insérés entre les mots « direction générale » et les mots « permettant du recrutement » ;

3° dans le même alinéa, la référence « 56, § 2 » est remplacée par la référence « 56, § 5 ».

Art. 3. Dans l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 4. Dans l'article 13, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2019, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 5. A l'article 15, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 6. Dans l'article 17, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 7. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 8. Dans l'article 23^{bis}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012, les mots « des Ressources humaines du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Secrétariat général en charge des ressources humaines ».

Art. 9. Dans l'article 24, § 1^{er}, et § 2, alinéa 3, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 18 octobre 2012, les mots « Direction des Ressources humaines du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie Secrétariat général en charge des ressources humaines ».

Art. 10. Dans l'article 28, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 11. Dans l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les 1° à 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° du directeur général du service public de Wallonie Support ou de son délégué du rang A3 au moins ;

2° du directeur général de la direction générale dont dépend le stagiaire, ou de son délégué du rang A3 au moins ;

3° du fonctionnaire général du rang A3 qui a les Ressources humaines dans ses attributions. » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général ou l'inspecteur général des Ressources humaines » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou le fonctionnaire général du rang A3 qui a les Ressources humaines dans ses attributions » ;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « l'inspecteur général des Affaires générales » sont remplacés par les mots « un agent du rang A3 au moins désigné par le secrétaire général » ;

5° au paragraphe 2, alinéa 2, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 12. Dans l'article 32, alinéas 2 et 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 27 mars 2009, les mots « Direction de la Sélection » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la sélection ».

Art. 13. Dans l'article 33 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 27 mars 2009, les mots « Direction de la Sélection » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la sélection ».

Art. 14. Dans l'article 49, § 2, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 15. Dans l'article 53, § 3, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 16. Dans l'article 54, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 17. Dans l'article 56, § 5, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 18. Dans l'article 57, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 19. Dans l'article 69, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 20. Dans l'article 71 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 octobre 2012 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 21. Dans l'article 72, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 22. Dans l'article 73, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 23. Dans l'article 75, § 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 24. Dans l'article 78, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 25. Dans l'article 81, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 26. Dans l'article 86, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 27. Dans l'article 87, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 28. L'intitulé du chapitre premier du titre V du Livre premier, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit : « Chapitre I^{er}. De la direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 29. Dans l'article 88 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « de la Formation » sont remplacés par les mots « en charge de la formation » ;

2° le paragraphe 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Chaque organisme peut disposer d'une direction en charge de la formation pour assurer les missions autres que les missions exclusives prévues au présent titre. A défaut d'une telle direction, ces missions sont assurées par la direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel. ».

Art. 30. Dans l'article 90 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 18 octobre 2012, les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 31. Dans l'article 91 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 32. Dans l'article 93 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » et les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 33. Dans l'article 98 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 février 2007, et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » et les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 34. Dans l'article 100, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 35. Dans l'article 105, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 36. Dans l'article 106, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 37. Dans l'article 107, alinéas 1^{er} à 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 38. Dans l'article 108, alinéa 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 39. Dans l'intitulé du chapitre IV du titre V du livre premier du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016, les mots « Direction de la Formation du personnel » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 40. Dans l'article 109 du même arrêté, rétabli par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016, les mots « Direction de la Formation du personnel » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 41. Dans l'article 111, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 42. Dans l'article 114, § 1^{er}, alinéa 2, et § 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « Direction de la Sélection du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la sélection ».

Art. 43. Dans l'article 115, § 2, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « Direction de la Sélection du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la sélection ».

Art. 44. Dans l'article 116, § 3, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « Direction de la Sélection du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la sélection ».

Art. 45. Dans l'article 118 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012, les mots « Direction de la Sélection du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la sélection » ;

3° dans le paragraphe 2, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 octobre 2012 et 15 mai 2014, les mots « Direction de la Sélection du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la sélection. ».

Art. 46. Dans l'article 125 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 47. Dans l'article 128, alinéa 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « secrétaire général du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

2° les mots « de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « qui a la Fiscalité dans ses attributions. ».

Art. 48. Dans l'article 130, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017, les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 49. Dans l'article 132 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 50. Dans l'article 136 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 51. Dans l'article 137 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 52. Dans l'article 140 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009, 18 octobre 2012 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 2, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support. ».

Art. 53. Dans l'article 150, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 février 2007 et modifié par les arrêtés du Gouvernement des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 54. Dans l'article 152 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

2° dans l'alinéa 5, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support. ».

Art. 55. Dans l'article 163, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « extérieure au Secrétariat général » sont insérés entre les mots « direction générale » et les mots « et de chaque organisme ».

Art. 56. Dans l'article 177 du même arrêté, le mot « provisoire » est inséré entre les mots « une proposition » et les mots « de sanction ».

Art. 57. L'article 187 du même arrêté est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le président et les vice-présidents de la chambre de recours bénéficient d'une allocation de présence d'un montant de 75 euros par demi-journée, rattachée à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et indexée conformément aux règles de l'article 247. ».

Art. 58. Dans l'article 188, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 59. Dans l'article 194, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 60. Dans l'article 225 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013 les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou son délégué du rang A3 au moins ».

Art. 61. Dans l'article 229, 1°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 62. Dans l'article 229bis, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 63. Dans l'article 243, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou son délégué du rang A3 au moins ».

Art. 64. Dans l'article 293, § 2, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 65. Dans l'article 295, § 2, alinéas 1^{er} et 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017, les mots « secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » et le mot « dirigeant » est chaque fois remplacé par les mots « général du rang A2 compétent en matière de personnel ».

Art. 66. Dans l'article 305, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3°, les mots « du rang A2 compétent en matière de personnel » sont remplacés par les mots « dirigeant du grade le plus élevé » ;

b) il est inséré un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o directeur général du Service public de Wallonie Support : fonctionnaire général du rang A2 ou du rang A3 compétent en matière de personnel. » ;

2^o dans l'alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « de la Formation du personnel du Service public de Wallonie », sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel » ;

b) au 2^o, les mots « des Ressources humaines du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Secrétariat général en charge des ressources humaines. ».

Art. 67. L'article 335 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. L'autorité qui a pris la proposition de décision ou la décision contestée, ou son délégué, peut comparaître devant la chambre de recours et se faire assister de la personne de son choix, laquelle ne peut, à aucun titre, faire partie de la chambre.

L'autorité, ou son délégué, ne peut assister à la délibération. L'avis mentionne le respect de cette interdiction. ».

Art. 68. Dans l'article 356, § 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Pour le mandataire du rang A2 du Secrétariat général ainsi que pour le mandataire du rang A3, l'évaluation s'appuie également sur un rapport d'évaluation réalisé par le supérieur hiérarchique immédiat. ».

Art. 69. Dans l'article 372, alinéa 3, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 31 janvier 2013 et 20 mars 2014, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 70. Dans l'article 391^{ter}, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par le mot « Support ».

Art. 71. Dans l'article 391^{quater}, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par le mot « Support ».

Art. 72. Dans l'article 412^{bis}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par le mot « Support ».

Art. 73. Dans l'article 413^{octies}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012, les mots « Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par le mot « Support ».

Art. 74. Dans l'article 418 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2010 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du service public de Wallonie Support ».

Art. 75. Dans l'article 425 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 76. Dans l'article 515, 2^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 77. Dans l'article 520, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 78. Dans l'article 523, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou son délégué du rang A3 au moins. ».

Art. 79. Dans l'article 536, alinéa 5, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou de son délégué du rang A3 au moins. ».

Art. 80. Dans l'article 545 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du service public de Wallonie Support ou son délégué du rang A3 au moins. ».

Art. 81. Dans l'article 557, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel*

Art. 82. Dans l'article 4^{bis}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou son délégué du rang A3 au moins. ».

Art. 83. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 4^{ter}. Au Secrétariat général, les attributions du directeur général prévues par le présent arrêté sont exercées par le secrétaire général à l'exclusion des directeurs généraux. ».

Art. 84. Dans l'article 5 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, 1^o, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

2° au paragraphe 2, 2°, les mots « de la direction générale où l'emploi est à pourvoir » sont remplacés par les mots « du directeur général dont relève l'emploi à pourvoir » ;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « de la direction générale où le poste est à pourvoir » sont remplacés par les mots « dont relève l'emploi à pourvoir » ;

4° au paragraphe 4, 1°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

5° au paragraphe 4, 2°, les mots « de la direction générale où l'emploi est à pourvoir » sont remplacés par les mots « du directeur général dont relève l'emploi à pourvoir ».

Art. 85. Dans l'article 5*bis*, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

2° au paragraphe 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou son délégué du rang A3 au moins. » ;

3° au paragraphe 4, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou son délégué du rang A3 au moins. » ;

4° au paragraphe 5, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 86. Dans l'article 5*ter*, § 6, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ou son délégué du rang A3 au moins. ».

Art. 87. Dans l'article 5*quater*, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 88. Dans l'article 13, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 octroyant une allocation de connaissance des langues nationales aux agents et aux membres du personnel contractuel de la fonction publique régionale*

Art. 89. Dans l'article 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 octroyant une allocation de connaissance des langues nationales aux agents et aux membres du personnel contractuel de la fonction publique régionale, les mots « Division du Recrutement et de la Formation du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel ».

Art. 90. Dans l'article 2/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012, les mots « Département de la Gestion des Ressources humaines de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « département du Service public de Wallonie Secrétariat général en charge des ressources humaines ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant le statut des commissaires d'arrondissement*

Art. 91. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant le statut des commissaires d'arrondissement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 92. Dans l'article 20, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 93. Dans l'article 26, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 94. Dans l'article 60, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2013 portant règlement des fonctions de concierge au sein du Service public de Wallonie*

Art. 95. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2013 portant règlement des fonctions de concierge au sein du Service public de Wallonie, les mots « de la Direction générale opérationnelle Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication » sont remplacés par les mots « qui a la Logistique dans ses attributions ».

Art. 96. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 97. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « la direction de l'Administration du personnel » sont remplacés par les mots « le département en charge de la gestion du personnel ».

Art. 98. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 99. Dans l'article 39, § 2, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 100. Dans l'article 40 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

CHAPITRE VI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant règlement de l'épreuve de fonction visée à l'article 114 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

Art. 101. Dans l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant règlement de l'épreuve de fonction visée à l'article 114 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, les mots « Direction de la Sélection du Département de la Gestion des Ressources humaines du Secrétariat général du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « direction du Service public de Wallonie en charge de la sélection ».

Art. 102. Dans l'article 5, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 103. Dans l'article 19 du même arrêté, les mots « du Département de la Gestion » sont remplacés par les mots « en charge ».

CHAPITRE VII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts*

Art. 104. Dans l'article 6, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts, les mots « secrétaire général du Service public de Wallonie » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support du Service public de Wallonie Secrétariat général ».

CHAPITRE VIII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens*

Art. 105. Dans l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « Secrétaire général du Service public de Wallonie, ci-après nommé le Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support du Service public de Wallonie Secrétariat général, ci-après nommé directeur général du service public de Wallonie Support » ;

2^o à l'alinéa 2, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 106. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 107. Dans l'article 6, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 108. Dans l'article 7, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 6, et § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 109. Dans l'article 8, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 110. Dans l'article 9, alinéa 2, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 111. Dans l'article 10, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 112. Dans l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 113. Dans l'article 13 du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 114. Dans l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du service public de Wallonie Support » ;

2^o à l'alinéa 2, les mots « Secrétaire général du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

CHAPITRE IX. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'École d'administration publique et des services en charge de la formation*

Art. 115. Dans l'article 1^{er}, 8^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'École d'administration publique et des services en charge de la formation, les mots « Secrétaire général : le secrétaire général au sens de l'article 6, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support : le directeur général du Service public de Wallonie Support du Service public de Wallonie Secrétariat général ».

Art. 116. Dans l'article 4, § 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, § 4, alinéas 1^{er} et 2, § 6 et § 7, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 117. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 118. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 119. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

CHAPITRE X. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail*

Art. 120. Dans l'article 3, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 121. Dans l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 122. Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support » ;

2° les mots « ou leur délégué » sont chaque fois insérés après les mots « fonctionnaire général compétent en matière de personnel. ».

Art. 123. Dans l'article 10, § 2, alinéa 3, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 124. Dans l'article 11, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

Art. 125. Dans l'article 15, alinéa 3, du même arrêté, les mots « directeur général du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication ou son délégué du rang A3 ou le fonctionnaire dirigeant compétent en matière de technologies de l'information » sont remplacés par les mots « fonctionnaire général dirigeant compétent en matière de technologies de l'information ou son délégué du rang A3 ».

Art. 126. Dans l'article 15, alinéa 3, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Support ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoire et finales*

Art. 127. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 octobre 1989 allouant une allocation forfaitaire au Président et au Président suppléant de la Chambre de Recours départementale du Ministère de la Région wallonne est abrogé.

Art. 128. A l'exception de l'article 57 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2020, le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 129. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 2 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/33070]

2. SEPTEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen bezüglich des Wallonischen öffentlichen Dienstes, insbesondere im Hinblick auf deren Anpassung an die Abänderung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Oktober 1989 zur Gewährung einer Pauschalzulage an den Vorsitzenden und an den stellvertretenden Vorsitzenden der ministeriellen Widerspruchskammer des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007 zur Gewährung einer Zulage für die Kenntniss der Landessprachen für die Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals des regionalen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung des Statuts der Bezirkskommissare;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2013 zur Regelung des Amtes eines Hausmeisters innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2014 zur Regelung der in Artikel 114 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes angeführten Funktionsprüfung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 über den rechtlichen Beistand und die Sachschadenersatzleistung für die Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016 zur Festlegung der Modalitäten zur Auswahl und Entschädigung der internen Ausbilder bei der Schule für öffentliche Verwaltung und den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2019 über die Telearbeit;

Aufgrund der am 11. Dezember 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Dezember 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 26. März 2021 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 787 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 4. Juni 2021 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben worden ist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des Berichts vom 3. August 2021, der gemäß Artikel 11 Ziffer 2 des Dekrets vom 2014. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

Artikel 1 - In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird der Paragraph 5, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„§ 5. Im Generalsekretariat werden die in vorliegendem Erlass festgelegten Befugnisse des Generaldirektors vom Generalsekretär ausgeübt, unter Ausschluss der Generaldirektoren des Generalsekretariats.“

Art. 2 - In Artikel 11 § 2bis desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, werden die Wörter „dem Generalsekretär und den Generaldirektoren“ durch die Wörter „den Direktionsausschüssen“ ersetzt;

2° in Absatz 5, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden die Wörter „für jede Generaldirektion“ durch die Wörter „für jede Generaldirektion außerhalb des Generalsekretariats“ ersetzt;

3° in demselben Absatz wird die Referenz „56 § 2“ durch die Referenz „56 § 5“ ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 12 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 werden die Wörter „dem Generalsekretär“ durch die Wörter „dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung“ ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 13 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2019, wird das Wort „Generalsekretär“ durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 15 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016, wird das Wort „Generalsekretär“ durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung“ ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort „Generalsekretär“ durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung“ ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 23 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort „Generalsekretär“ durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung“ ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 23bis Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012, werden die Wörter „des Personalwesens der Abteilung Humanressourcen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ durch die Wörter „des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat, die mit den Humanressourcen beauftragt ist,“ ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 24 § 1 und § 2 Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 18. Oktober 2012, werden die Wörter „Direktion des Personalwesens des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ durch die Wörter „Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat, die mit den Humanressourcen beauftragt ist,“ ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 28 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort „Generalsekretär“ durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung“ ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 29 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden Ziffer 1 bis 3 durch Folgendes ersetzt:

„1° dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder seinem Bevollmächtigten im Dienststrang A3 mindestens;

2° dem Generaldirektor der Generaldirektion, der der Bedienstete auf Probe untersteht, oder seinem Bevollmächtigten im Dienststrang A3 mindestens;

3° dem Generalbeamten im Dienstrang A3, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Humanressourcen gehören.”;

2° in Paragraf 1 Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt;

3° in Paragraf 1 Absatz 3, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden die Wörter “Generalsekretär oder Generalinspektor der Humanressourcen” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder Generalbeamten des Dienstrangs A3, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Humanressourcen gehören” ersetzt;

4° in Paragraf 1 Absatz 3, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden die Wörter “Generalinspektor der allgemeinen Angelegenheiten” durch die Wörter “einen vom Generalsekretär bestimmten Bediensteten des Dienstrangs A3 mindestens” ersetzt;

5° in Paragraf 2 Absatz 2, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 32 Absätze 2 und 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Wörter “Direktion Personalauswahl” durch die Wörter “Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Personalauswahl beauftragt ist,” ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 33 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Wörter “Direktion Personalauswahl” durch die Wörter “Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Personalauswahl beauftragt ist,” ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 49 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 53 § 3 Absatz 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2012 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 54 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 56 § 5 Absatz 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 57 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 69 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 71 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt;

2° in Paragraf 3 Absatz 1, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 und 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 72 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 73 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 75 § 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 78 Absatz 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 81 § 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 86 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird das Wort “Generalsekretär” durch die Wörter “Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung” ersetzt.

Art. 27 - In Artikel 87 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 28 - Die Überschrift von Buch I Titel V Kapitel I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch folgende Überschrift ersetzt: "Kapitel I - Die mit der Personalausbildung beauftragte Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie".

Art. 29 - In Artikel 88 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden die Wörter "eine Direktion der Personalausbildung" durch die Wörter "eine mit der Ausbildung beauftragte Direktion" ersetzt;

2° Paragraph 3, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Jede Einrichtung kann über eine mit der Ausbildung beauftragte Direktion verfügen, um die Aufgaben wahrzunehmen, die nicht zu den im vorliegenden Titel vorgesehenen exklusiven Aufgaben gehören. In Ermangelung einer solchen Direktion werden diese Aufgaben von der mit der Personalausbildung beauftragten Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wahrgenommen."

Art. 30 - In Artikel 90 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 18. Oktober 2012, werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Personalausbildung beauftragt ist," ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 91 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 93 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013 wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt und werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Ausbildung des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 98 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013 wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt und werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Ausbildung des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 100 Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Personalausbildung beauftragt ist," ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 105 Abs. 1 und 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Ausbildung des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 106 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Personalausbildung beauftragt ist," ersetzt.

Art. 37 - In Artikel 107 Abs. 1 bis 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Ausbildung des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 108 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 39 - In der Überschrift von Buch I Titel V Kapitel IV desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016, werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Ausbildung des Personals beauftragt ist", ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 109 desselben Erlasses, wieder hergestellt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016, werden die Wörter "Direktion der Personalausbildung" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Ausbildung des Personals beauftragt ist", ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 111 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 42 - In Artikel 114 § 1 Absatz 2, und § 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden die Wörter "Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Auswahl des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 43 - In Artikel 115 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden die Wörter "Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Auswahl des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 44 - In Artikel 116 § 3 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden die Wörter "Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Auswahl des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 45 - In Artikel 118 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 4, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

2° in Paragraf 1 Absatz 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012, werden die Wörter "Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Auswahl des Personals beauftragt ist," ersetzt.

3° in Paragraf 2 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 und 15. Mai 2014, werden die Wörter "Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Auswahl des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 125 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 47 - In Artikel 128 Absatz 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "Generalsekretär" wird durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

2° die Wörter "der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" werden durch die Wörter ", zu deren Zuständigkeitsbereich das Steuerwesen gehört," ersetzt.

Art. 48 - In Artikel 130 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017, werden die Wörter "Direktion der Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Personalauswahl beauftragt ist," ersetzt.

Art. 49 - In Artikel 132 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Wörter "Direktion der Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Personalauswahl beauftragt ist," ersetzt.

Art. 50 - In Artikel 136 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 51 - In Artikel 137 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 52 - In Artikel 140 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, 18. Oktober 2012 und 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

2° in Paragraf 3 Absatz 1, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

3° in Paragraf 3 Absatz 2, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 53 - In Artikel 150 Absatz 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 54 - In Artikel 152 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

2° in Absatz 5, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 55 - In Artikel 163 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Wörter "außerhalb des Generalsekretariats" nach dem Wort "Generaldirektion" eingefügt.

Art. 56 - In Artikel 177 desselben Erlasses wird das Wort "vorläufig" vor dem Wort "vorgeschlagen" eingefügt.

Art. 57 - Artikel 187 desselben Erlasses wird um einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Der Vorsitzende und die Vizevorsitzenden der Beschwerdekammer haben Anspruch auf eine Anwesenheitszulage von 75 EURO pro halben Tag; diese ist an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden und wird in Übereinstimmung mit den in Art. 247 festgelegten Regeln indiziert."

Art. 58 - In Artikel 188 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 59 - In Artikel 194 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 60 - In Artikel 225 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder seinem Bevollmächtigten im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt.

Art. 61 - In Artikel 229 Ziffer 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 62 - In Artikel 229*bis* Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 63 - In Artikel 243 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder seinem Bevollmächtigten im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt.

Art. 64 - In Artikel 293 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 65 - In Artikel 295 § 2 Abs. 1 und 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017, wird das Wort "Generalsekretär" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt, und werden die Wörter "leitenden Beamten" durch die Wörter "in Sachen Personal zuständigen leitenden Beamten" ersetzt.

Art. 66 - In Artikel 305 § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 31. Januar 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 3 werden die Wörter "der Generalbeamte des Dienstrangs A2, der in Sachen Personal zuständig ist" durch die Wörter "der leitende Beamte mit dem höchsten Dienstgrad" ersetzt.

b) eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"4° Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung: der Generalbeamte des Dienstrangs A2 oder A3, der in Sachen Personal zuständig ist. ;

2° in Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 1 werden die Wörter "der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Ausbildung des Personals beauftragt ist" ersetzt;

b) unter Ziffer 2 werden die Wörter "der Humanressourcen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat, die mit den Humanressourcen beauftragt ist," ersetzt.

Art. 67 - Artikel 335 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird um einen Paragrafen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6. Die Behörde, die den angefochtenen Entscheidungsvorschlag oder die angefochtene Entscheidung getroffen hat, oder ihr Bevollmächtigter, kann vor der Beschwerdekammer erscheinen und sich von der Person ihrer Wahl unterstützen lassen, die unter keinen Umständen zur Kammer gehören darf.

Die Behörde, oder ihr Bevollmächtigter, darf der Beratung nicht beiwohnen. Das Gutachten erwähnt die Einhaltung dieser Verbotsbestimmung.

Art. 68 - In Artikel 356 § 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015, wird Absatz 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Für den Mandatsträger des Dienstrangs A2 des Generalsekretariats sowie für die Mandatsträger des Dienstrangs A3 beruht die Bewertung ebenfalls auf einem Bewertungsbericht, der vom unmittelbaren Vorgesetzten erstellt wird."

Art. 69 - In Artikel 372 Abs. 3 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 und 20. März 2014, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 70 - In Artikel 391*ter* Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden die Wörter "des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" durch die Wörter "der Unterstützung" ersetzt.

Art. 71 - In Artikel 391*quater* Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden die Wörter "des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" durch die Wörter "der Unterstützung" ersetzt.

Art. 72 - In Artikel 412*bis* Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden die Wörter "des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" durch die Wörter "der Unterstützung" ersetzt.

Art. 73 - In Artikel 413*octies* Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012, werden die Wörter "des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten" durch die Wörter "der Unterstützung" ersetzt.

Art. 74 - In Artikel 418 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2010 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 75 - In Artikel 425 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 76 - In Artikel 515 Ziffer 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 77 - In Artikel 520 Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 78 - In Artikel 523 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretärs" durch die Wörter "Generaldirektors des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder seines Bevollmächtigten im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt.

Art. 79 - In Artikel 536 Absatz 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretärs" durch die Wörter "Generaldirektors des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder seines Bevollmächtigten im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt.

Art. 80 - In Artikel 545 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder sein Bevollmächtigter im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt.

Art. 81 - In Artikel 557 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, werden die Wörter "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

*KAPITEL II — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003
über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder*

Art. 82 - In Artikel 4bis Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder Bevollmächtigter im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt.

Art. 83 - In denselben Erlass wird ein Artikel 4ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 4ter - Im Generalsekretariat werden die in vorliegendem Erlass festgelegten Befugnisse des Generaldirektors vom Generalsekretär ausgeübt, unter Ausschluss der Generaldirektoren."

Art. 84 - In Artikel 5 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Ziffer 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

2° in Paragraph 2 Ziffer 2 werden die Wörter "der Generaldirektion, in der die Stelle zu besetzen ist," durch die Wörter "des Generaldirektors, dem die zu besetzende Stelle untersteht" ersetzt;

3° in Paragraph 3 Absatz 2 werden die Wörter "der Generaldirektion, in der die Stelle zu besetzen ist," durch die Wörter "dem die zu besetzende Stelle untersteht" ersetzt;

4° in Paragraph 1 Ziffer 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

5° in Paragraph 4 Ziffer 2 werden die Wörter "der Generaldirektion, in der die Stelle zu besetzen ist," durch die Wörter "des Generaldirektors, dem die zu besetzende Stelle untersteht" ersetzt.

Art. 85 - In Artikel 5bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

2° in Paragraph 3, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder seinem Bevollmächtigten im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt;

3° in Paragraph 4, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder seinem Bevollmächtigten im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt;

4° in Paragraph 5, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 86 - In Artikel 5ter § 6 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung oder sein Bevollmächtigter im Dienstrang A3 mindestens" ersetzt.

Art. 87 - In Artikel 5quater Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 88 - In Artikel 13 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

KAPITEL III — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007 zur Gewährung einer Zulage für die Kenntnis der Landessprachen für die Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals des regionalen öffentlichen Dienstes*

Art. 89 - In Artikel 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007 zur Gewährung einer Zulage für die Kenntnis der Landessprachen für die Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals des regionalen öffentlichen Dienstes werden die Wörter "Abteilung Anwerbung und Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Ausbildung des Personals beauftragt ist," ersetzt.

Art. 90 - In Artikel 2/2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012, werden die Wörter "Abteilung Humanressourcen der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Abteilung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat, die mit den Humanressourcen beauftragt ist" ersetzt.

KAPITEL IV — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung des Statuts der Bezirkskommissare*

Art. 91 - In Artikel 7 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2011 zur Festlegung des Statuts der Bezirkskommissare, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 92 - In Artikel 20 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretärs" durch die Wörter "Generaldirektors des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 93 - In Artikel 26 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 94 - In Artikel 60 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

KAPITEL V — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2013 zur Regelung des Amtes eines Hausmeisters innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie*

Art. 95 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2013 zur Regelung des Amtes eines Hausmeisters innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie werden die Wörter "der operativen Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie" durch die Wörter, "zu dessen Zuständigkeitsbereich die Logistik gehört," ersetzt.

Art. 96 - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 97 - In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Direktion der Humanressourcen" durch die Wörter "Abteilung, die mit der Personalverwaltung beauftragt ist," ersetzt.

Art. 98 - In Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird das Wort "Generalsekretärs" durch die Wörter "Generaldirektors des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 99 - In Artikel 39 § 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretärs" durch die Wörter "Generaldirektors des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 100 - In Artikel 40 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

KAPITEL VI — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2014 zur Regelung der in Artikel 114 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes angeführten Funktionsprüfung*

Art. 101 - In Artikel 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2014 zur Regelung der in Artikel 114 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes angeführten Funktionsprüfung werden die Wörter "Direktion Personalauswahl der Abteilung Humanressourcen des Generalsekretariats des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Personalauswahl beauftragt ist," ersetzt.

Art. 102 - In Artikel 5 Abs. 1 und 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 103 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden die Wörter "der Abteilung Humanressourcen" durch die Wörter ", der mit dem Personalwesen beauftragt ist," ersetzt.

KAPITEL VII — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen*

Art. 104 - In Artikel 6 § 2 Abs. 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen werden die Wörter "Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat" ersetzt.

KAPITEL VIII — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 über den rechtlichen Beistand und die Sachschadenersatzleistung für die Personalmitglieder*

Art. 105 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 über den rechtlichen Beistand und die Sachschadenersatzleistung für die Personalmitglieder wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, nachstehend der Generalsekretär genannt," durch die Wörter "Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat, nachstehend der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung genannt," ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 106 - In Artikel 4 § 1 Abs. 1 und § 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 107 - In Artikel 6 Abs. 1 und 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 108 - In Artikel 7 § 1 Abs. 1 und 6, und § 3 Absatz 1 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 109 - In Artikel 8 Abs. 1 und 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 110 - In Artikel 9 Abs. 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 111 - In Artikel 10 § 2 Abs. 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 112 - In Artikel 12 § 1 Abs. 1 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 113 - In Artikel 13 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 114 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "des Generalsekretärs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "des Generaldirektors des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

KAPITEL IX — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016 zur Festlegung der Modalitäten zur Auswahl und Entschädigung der internen Ausbilder bei der Schule für öffentliche Verwaltung und den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen*

Art. 115 - In Artikel 1 Ziffer 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016 zur Festlegung der Modalitäten zur Auswahl und Entschädigung der internen Ausbilder bei der Schule für öffentliche Verwaltung und den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen werden die Wörter "Generalsekretär: der Generalsekretär im Sinne von Artikel 6 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung; der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat" ersetzt.

Art. 116 - In Artikel 4 § 1, § 2 Abs. 1, § 4 Abs. 1 und 2 § 6 und § 7 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 117 - In Artikel 5 Abs. 1 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 118 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 119 - In Artikel 7 Abs. 1 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

KAPITEL X — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2019 über die Telearbeit*

Art. 120 - In Artikel 3 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2019 über die Telearbeit wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 121 - In Artikel 4 § 1 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 122 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "Generalsekretär" wird jeweils durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt;

2° die Wörter "oder ihr Bevollmächtigter" bzw. "oder ihrem Bevollmächtigten" werden jeweils nach dem Wort "Generalbeamte" bzw. "Generalbeamten" eingefügt.

Art. 123 - In Artikel 10 § 2 Abs. 3 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 124 - In Artikel 11 § 1 Abs. 4 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

Art. 125 - In Artikel 15 Absatz 3 desselben Erlasses werden die Wörter "der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie oder sein Bevollmächtigter im Dienststrang A3 oder der in Sachen Informationstechnologien zuständige leitende Beamte" durch die Wörter "der leitende Generalbeamte, der in Sachen Informationstechnologien zuständig ist, oder sein Bevollmächtigter im Dienststrang A3" ersetzt.

Art. 126 - In Artikel 15 Abs. 3 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretärs" durch die Wörter "Generaldirektors des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung" ersetzt.

KAPITEL XI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 127 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Oktober 1989 zur Gewährung einer Pauschalzulage an den Vorsitzenden und an den stellvertretenden Vorsitzenden der ministeriellen Widerspruchskammer des Ministeriums der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 128 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf seine Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt folgt, mit Ausnahme des Artikels 57, der am 1. Januar 2020 wirksam wird.

Art. 129 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. September 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33070]

2 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse overheidsdiensten met name met het oog op de aanpassing ervan aan de wijziging van de organieke personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 oktober 1989 tot toekenning van een forfaitaire vergoeding aan de Voorzitter en aan de plaatsvervangende Voorzitter van de Departementale Kamer van Beroep van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van een toelage voor de kennis van de landstalen aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de gewestelijke openbare diensten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van het statuut van de arrondissementscommissarissen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2013 houdende regeling van de functies van huisbewaarder binnen de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2017 houdende regeling van de functieproef bedoeld in artikel 114 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 betreffende de rechtsbijstand verleend aan de personeelsleden en betreffende de vergoeding van schade toegebracht aan hun goederen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 tot vaststelling van de regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleidingenverstrekkers bij de "Ecole d'administration publique" (Openbare bestuurschool) en de vormingsdiensten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2019 betreffende telewerk;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 december 2020;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 16 december 2020;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 787 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 26 maart 2021;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 4 juni 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 3 augustus 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Artikel 1. In artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, wordt paragraaf 5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, vervangen als volgt:

“§ 5. Bij het Secretariaat-generaal worden de in dit besluit bepaalde bevoegdheden van de directeur-generaal uitgeoefend door de secretaris-generaal, met uitsluiting van de directeuren-generaal van het Secretariaat-generaal. ”.

Art. 2. In artikel 11, § 2bis van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, ingevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2019 worden de woorden “de secretaris-generaal en de directeurs-generaal” vervangen door de woorden “de directiecomités”;

2° in lid 5, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 worden de woorden “per directoraat-generaal van buiten het Secretariaat-generaal, die de werving en de bevorderingen bedoeld in de artikelen 49, § 2, en 56, § 2, mogelijk maken”;

3° in hetzelfde lid wordt de verwijzing naar “56, § 2” vervangen door de verwijzing naar “56, § 5”.

Art. 3. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord “secretaris-generaal” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 4. In artikel 13, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2019, wordt het woord “secretaris-generaal” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 5. In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, wordt het woord “secretaris-generaal” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 6. In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord “secretaris-generaal” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten”.

Art. 7. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het woord “secretaris-generaal” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 8. In artikel 23bis, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012, worden de woorden “De Directie Human Resources van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “De Directie van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal belast met Human Resources”.

Art. 9. In artikel 24, § 1, en § 2, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 18 oktober 2012, worden de woorden “De Directie Human Resources van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “De Directie van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal belast met Human Resources”.

Art. 10. In artikel 28, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord “secretaris-generaal” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten”.

Art. 11. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de punten 1° tot 3° vervangen als volgt:

“1° de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3;

2° de directeur-generaal van het Directoraat-generaal waaronder de stagiair valt, of zijn afgevaardigde van minstens rang A3;

3° de ambtenaar-generaal van rang A belast met personeelszaken.” ;

2° in paragraaf 1, tweede lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord “secretaris-generaal” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten”;

3° in paragraaf 1, derde lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden “de secretaris-generaal” of de “inspecteur-generaal van humane resources” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten of de ambtenaar-generaal van rang A belast met Human Resources”;

4° in paragraaf 1, derde lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden “de inspecteur-generaal Algemene Zaken” vervangen door de woorden “een ambtenaar van minstens rang A3 die door de secretaris-generaal is aangewezen”;

5° in paragraaf 2, tweede lid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013, wordt het woord “secretaris-generaal” vervangen door de woorden “directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 12. In artikel 32, tweede en derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "Directie Selectie" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst die belast is met de selectie".

Art. 13. In artikel 33 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "Directie Selectie" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst die belast met de selectie".

Art. 14. In artikel 49, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 15. In artikel 53, § 3, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 16. In artikel 54, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 17. In artikel 56, § 5, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 18. In artikel 57, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 19. In artikel 69, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 20. In artikel 71 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

2° in paragraaf 3, eerste lid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 en 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 21. In artikel 72, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 22. In artikel 73, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 23. In artikel 75, § 4, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 24. In artikel 78, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 25. In artikel 81, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 26. In artikel 86, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 27. In artikel 87, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 28. Het opschrift van hoofdstuk I van titel V van Boek van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt: "HOOFDSTUK I. Directie Opleiding van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 29. In artikel 88 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "Directie Opleiding van het personeel" vervangen door de woorden "Directie belast met de opleiding van het personeel";

2° paragraaf 3, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

"Elke instelling kan beschikken over een directie belast met de opleiding om de andere opdrachten uit te voeren dan de exclusieve opdrachten bedoeld in deze titel. Bij gebrek aan een dergelijke directie worden die opdrachten door de directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel waargenomen."

Art. 30. In artikel 90 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 18 oktober 2012 worden de woorden "Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 31. In artikel 91 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 32. In artikel 93 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013 wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten" en worden de woorden "Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 33. In artikel 98 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013 wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten" en worden de woorden "Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 34. In artikel 100, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 worden de woorden "Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 35. In artikel 105, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 worden de woorden "Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 36. In artikel 106, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 worden de woorden "Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 37. In artikel 107, lid 1 tot 4, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 worden de woorden "Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 38. In artikel 108, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 39. In het opschrift van hoofdstuk IV van titel V van Boek 1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 worden de woorden "Directie Personeelsopleidingen" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 40. In artikel 109 van hetzelfde besluit, opnieuw opgenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 worden de woorden "Directie Personeelsopleidingen" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 41. In artikel 111, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 42. In artikel 114, § 1, tweede lid, en § 4, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de selectie".

Art. 43. In artikel 115, § 2, tweede lid, en § 4, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de selectie".

Art. 44. In artikel 116, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de selectie".

Art. 45. In artikel 118 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 1, vierde lid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2° in paragraaf 1, vijfde lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de selectie".

3° in paragraaf 2, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 en 15 mei 2014, worden de woorden "Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de selectie".

Art. 46. In artikel 125 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 47. In artikel 128, vierde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "secretaris-generaal" wordt vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2° de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst" worden vervangen door de woorden "bevoegd voor Fiscaliteit".

Art. 48. In artikel 130, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 worden de woorden "Directie Personeelsopleidingen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 49. In artikel 132 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "Directie Personeelsopleidingen van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 50. In artikel 136 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 51. In artikel 137 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 52. In artikel 140 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 18 oktober 2012 en 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2° in paragraaf 3, eerste lid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2° in paragraaf 3, tweede lid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 53. In artikel 150, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 54. In artikel 152 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten";

2° in het vijfde lid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 55. In artikel 163, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "van buiten het Secretariaat-generaal" ingevoegd tussen de woorden "Directoraat-generaal" en de woorden "elke instelling".

Art. 56. In artikel 177 van hetzelfde besluit wordt het woord "voorlopig" ingevoegd tussen de woorden "die een" en de woorden "tuchtstrafvoorstel heeft".

Art. 57. Artikel 187 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

"§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitters van de kamer van beroep ontvangen een presentiegeld van 75 euro per halve dag, dat gekoppeld is aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990 en geïndexeerd wordt volgens de regels van artikel 247. "

Art. 58. In artikel 188, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 59. In artikel 194, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 60. In artikel 225 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3."

Art. 61. In artikel 229, 1°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 62. In artikel 229bis, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 63. In artikel 243 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3".

Art. 64. In artikel 293, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 65. In artikel 295, § 2, eerste en derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017, wordt het woord "secretaris-generaal" telkenmale vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten" en worden de woorden "leidend ambtenaar" vervangen door de woorden "ambtenaar-generaal van rang A2 bevoegd inzake personeel".

Art. 66. In artikel 305, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 31 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) onder 3° worden de woorden "ambtenaar-generaal van rang A2 bevoegd voor personeelsaangelegenheden" vervangen door de woorden "leidend ambtenaar-generaal met de hoogste graad";

b) er wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

"4° directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten: ambtenaar-generaal van rang A2 of van rang A3 bevoegd inzake personeel." ;

2° in het tweede lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) onder 1° worden de woorden "Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel";

b) onder 2° worden de woorden "Human Resources van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal belast met Human Resources".

Art. 67. Artikel 335 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

"§ 6. De autoriteit die het voorstel tot beslissing of de omstreden beslissing genomen heeft, of zijn afgevaardigde, kan voor de kamer van beroep verschijnen en zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze, die op geen enkele titel deel mag uitmaken van de kamer.

De autoriteit of zijn afgevaardigde mag de deliberatie niet bijwonen. In het advies wordt van de naleving van dat verbod gewag gemaakt."

Art. 68. In artikel 356, § 2, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015, wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Voor de mandataris van rang A2 van het Secretariaat-generaal, evenals voor de mandataris van rang A3, is de evaluatie ook gebaseerd op een evaluatieverslag uitgevoerd door de onmiddellijke hiërarchische meerdere."

Art. 69. In artikel 372, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 31 januari 2013 en van 20 maart 2014, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 70. In artikel 391^{ter}, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "Personeel en Algemene Zaken" vervangen door de woorden "Ondersteunende Diensten".

Art. 71. In artikel 391^{quater}, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "Personeel en Algemene Zaken" vervangen door de woorden "Ondersteunende Diensten".

Art. 72. In artikel 412^{bis}, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "Personeel en Algemene Zaken" vervangen door de woorden "Ondersteunende Diensten".

Art. 73. In artikel 413^{octies}, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012, worden de woorden "Personeel en Algemene Zaken" vervangen door de woorden "Ondersteunende Diensten".

Art. 74. In artikel 418 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2010 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 75. In artikel 425 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 76. In artikel 515, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 77. In artikel 520, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 78. In artikel 523, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3".

Art. 79. In artikel 536, vijfde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3".

Art. 80. In artikel 545 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3".

Art. 81. In artikel 557, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

Art. 82. In artikel 4*bis*, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3".

Art. 83. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4*ter* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 4*ter*. Bij het Secretariaat-generaal worden de in dit besluit bepaalde bevoegdheden van de directeur-generaal uitgeoefend door de secretaris-generaal, met uitsluiting van de directeuren-generaal."

Art. 84. In artikel 5 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 1°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2° in paragraaf 2, 2°, worden de woorden "van het Directoraat-generaal waar de betrekking ingevuld moet worden" vervangen door de woorden "van de directeur-generaal onder wiens bevoegdheid de in te vullen betrekking valt";

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "van het directoraat-generaal waar de post ingevuld moet worden" vervangen door de woorden "onder wiens bevoegdheid de in te vullen betrekking valt";

4° in paragraaf 4, 1°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

5° in paragraaf 4, 2°, worden de woorden "van het Directoraat-generaal waar de betrekking in te vullen is" vervangen door de woorden "van de directeur-generaal onder wiens bevoegdheid de in te vullen betrekking valt".

Art. 85. In artikel 5*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2° in paragraaf 3, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3"; ;

3° in paragraaf 4, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3"; ;

4° in paragraaf 5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 86. In artikel 5*ter*, § 6, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten of zijn afgevaardigde van minstens rang A3".

Art. 87. In artikel 5*quater*, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

Art. 88. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt het woord "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten".

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van een toelage voor de kennis van de landstalen aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de gewestelijke openbare diensten

Art. 89. In artikel 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van een toelage voor de kennis van de landstalen aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de gewestelijke openbare diensten worden de woorden "afdeling Werving en Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

Art. 90. In artikel 2/2 van hetzelfde besluit worden de woorden "Departement Beheer Human Resources van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "Departement van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel".

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van het statuut van de arrondissementscommissarissen

Art. 91. In artikel 7, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2011 tot vaststelling van het statuut van de arrondissementscommissarissen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 92. In artikel 20, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 93. In artikel 26, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 94. In artikel 60, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2013 houdende regeling van de functies van huisbewaarder binnen de Waalse Overheidsdienst*

Art. 95. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2013 houdende regeling van de functies van huisbewaarder binnen de Waalse Overheidsdienst, worden de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Begroting, Logistiek, Informatie- en Communicatietechnologie" vervangen door de woorden "belast met Logistiek".

Art. 96. In artikel 3 van hetzelfde besluit, wordt de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 97. In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de Directie Beheer van het personeel" vervangen door de woorden "het departement belast met het beheer van het personeel".

Art. 98. In artikel 8 van hetzelfde besluit, wordt de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 99. In artikel 39, § 2, van hetzelfde besluit, wordt de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 100. In artikel 40 van hetzelfde besluit, wordt de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2014 houdende regeling van de functieproef bedoeld in artikel 114 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Art. 101. In artikel 1, 1^o, van het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2014 houdende regeling van de functieproef bedoeld in artikel 114 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de woorden "Directie Selectie van het Departement Beheer Human Resources van het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de selectie".

Art. 102. In artikel 5, eerste lid en tweede lid van hetzelfde besluit, worden de woorden "secretaris-generaal" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 103. In artikel 19 van hetzelfde besluit, worden de woorden "van het Departement Beheer" vervangen door de woorden "belast met".

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen*

Art. 104. In artikel 6, § 2, eerste lid en tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen, worden de woorden "secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal".

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 betreffende de rechtsbijstand verleend aan de personeelsleden en betreffende de vergoeding van schade toegebracht aan hun goederen*

Art. 105. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 betreffende de rechtsbijstand verleend aan de personeelsleden en betreffende de vergoeding van schade toegebracht aan hun goederen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid, worden de woorden "Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst, hierna de Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal, hierna de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2^o in het tweede lid, worden de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 106. In artikel 4, § 1, eerste lid, en § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 107. In artikel 6, eerste lid en tweede lid van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 108. In artikel 8, § 1, eerste lid en zesde lid, en § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 109. In artikel 8, eerste lid en tweede lid van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 110. In artikel 9, tweede 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 111. In artikel 10, § 2, tweede 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 112. In artikel 12, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 113. In artikel 13 van hetzelfde besluit, wordt de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 114. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2° in het tweede lid, worden de woorden "Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten". ».

HOOFDSTUK IX. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 tot vaststelling van de regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleidingenverstrekkers bij de "Ecole d'administration publique" (Openbare bestuurschool) en de vormingsdiensten

Art. 115. In artikel 1, 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 tot vaststelling van de regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleidingenverstrekkers bij de "Ecole d'administration publique" (Openbare bestuurschool) en de vormingsdiensten, worden de woorden "de Secretaris-generaal: de secretaris-generaal in de zin van artikel 6, 1°, van het besluit van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten: de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal".

Art. 116. In artikel 4, § 1, § 2, eerste lid, § 4, eerste lid en tweede lid, § 6 en § 7, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 117. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 118. In artikel 6 van hetzelfde besluit, wordt de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 119. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "Secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

HOOFDSTUK X. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2019 betreffende telewerk

Art. 120. In artikel 3, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2019 betreffende telewerk, worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 121. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit, wordt de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 122. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "secretaris-generaal" worden telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten";

2° de woorden "of hun afgevaardigde" worden telkens ingevoegd na de woorden "ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel".

Art. 123. In artikel 10, § 2, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 124. In artikel 11, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

Art. 125. In artikel 15, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën of door diens afgevaardigde van rang A3 of door de leidend ambtenaar bevoegd inzake informatietechnologieën" vervangen door de woorden "leidend ambtenaar-generaal bevoegd inzake informatietechnologieën of diens afgevaardigde van rang A3".

Art. 126. In artikel 15, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten".

HOOFDSTUK XI. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 127. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 oktober 1989 tot toekenning van een forfaitaire vergoeding aan de Voorzitter en aan de plaatsvervangende Voorzitter van de Departementale Kamer van Beroep van het Ministerie van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 128. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van artikel 57, dat uitwerking heeft op 1 januari 2020.

Art. 129. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 september 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE